

L'exploitation, les classes sociales et les groupes opprimés dans les pays capitalistes

Jean Batou, mai-juin 2025

Cours I. Les classes sociales dans les pays capitalistes « développés » (11 mai)

Cours II. L'exploitation du salariat : un rapport social qui définit deux classes antagoniques sous le capitalisme (25 mai)

Cours III. La surexploitation des groupes opprimés (15 juin)

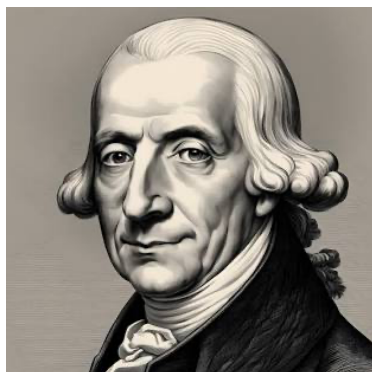
Cours IV. Les sociétés sans classe : de la préhistoire au socialisme (29 juin)

II. L'exploitation du salariat : un rapport social qui définit deux classes antagoniques sous le capitalisme

Nous envisagerons successivement la théorie de la valeur-travail, le secret de la plus-value, la fixation du niveau des salaires et le lien entre exploitation et aliénation.

La théorie de la valeur-travail

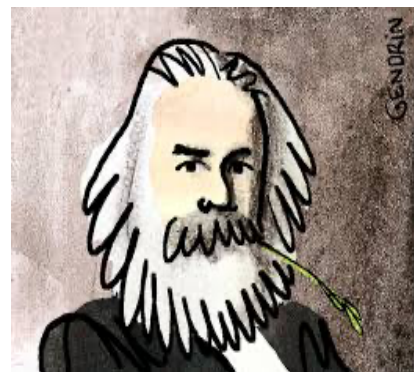
Adam Smith, le fondateur de l'économie politique classique britannique, a défendu que la source de toute valeur marchande était le travail : « Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement, et leur valeur pour ceux qui les possèdent et cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est généralement égale à la quantité de travail qu'elles les mettent en état d'acheter ou de commander » (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1764). Cette théorie est développée par David Ricardo et par Karl Marx.



Adam Smith (1723-1790)



David Ricardo (1772-1823)



Karl Marx (1818-1883)

Qu'est-ce que la *valeur d'échange** ?

Elle est déterminée par le *temps de travail moyen, socialement nécessaire*, à la production d'un bien ou d'un service *reproductible*. Un travail trop lent sera moins bien rémunéré qu'un travail rapide – c'est le temps moyen qui définit la norme. Un travail socialement inutile n'a pas de valeur du tout, puisqu'il ne peut réaliser sa valeur par la vente. La valeur d'une œuvre originale, non

reproductible (La Joconde, par ex.) est sans rapport avec temps de travail effectué pour la produire. Enfin, la terre n'a pas de valeur, elle a un prix qui est fonction de la rente attendue de son usage privé.

Le secret de la plus-value

Mais, il y a une question à laquelle Smith et toute l'économie politique classique n'ont pas répondu : comment se fait-il, puisque toutes les marchandises qui interviennent dans la fabrication d'un produit sont payées à leur valeur sur le marché (matières premières, amortissement des machines et salaires), que leur vente puisse dégager un bénéfice ? D'où vient cette valeur supplémentaire ? Du travail, répond Adam Smith ? Mais n'a-t-il pas été rémunéré sur le marché, précisément par un salaire ?

Marx arrive à la solution de cette énigme en 1858-1859, soit dix ans après le *Manifeste communiste*. Il considère qu'il s'agit de sa principale contribution à l'économie politique. Pour comprendre son raisonnement, il faut introduire quelques concepts simples :

Marx commence par distinguer le *travail concret**, producteur de *valeurs d'usage**, du *travail abstrait**, producteur de *valeurs d'échange**. Lorsqu'un menuisier fabrique une table qui vaut 100 francs, il effectue un *travail concret* très différent de celui d'une travailleuse de l'horlogerie qui produit, elle aussi, une valeur de 100 francs. Pourtant, leur travail à la même *valeur d'échange** de 100 francs. Ces deux travaux représentent le même *travail abstrait** (interchangeable sur le marché).

Il remarque que la *valeur d'usage** concerne toujours l'acquéreur d'un bien, parce qu'il répond à ses besoins, tandis que la *valeur d'échange** concerne son vendeur. Ainsi, le capitaliste qui achète la *force (ou la capacité) de travail** du/de la salarié-e est intéressé par sa *valeur d'usage**. Mais en quoi peut-elle consister ?

Ici, Marx met le doigt sur quelque chose que l'économie politique classique n'a pas voulu voir : la *valeur d'échange** de la *force de travail** du salarié est toujours inférieure à la valeur du travail qu'il a effectué, et cette différence constitue ce qu'il appelle la *plus-value**, la *survaleur* (*Mehrwert* en allemand).

La valeur du travail du salarié est ainsi supérieure à son salaire, qui représente la valeur de sa seule *force de travail** (capacité de travail). Le capitaliste n'achète donc pas le travail du salarié – parce que, dans ce cas, il devrait payer la totalité de sa valeur (le salaire et la plus-value) et son activité ne rapporterait aucun profit – mais sa *force ou capacité de travail**.

En résumé : la *force de travail** du salarié est une marchandise qui se vend et s'achète sur le marché. L'acheteur, le capitaliste, s'intéresse à sa mystérieuse *valeur d'usage** : elle engendre une valeur nouvelle, un bénéfice, un profit, par rapport à ses investissements. Le vendeur, le/la salarié-e, s'intéresse à sa *valeur d'échange**, son salaire, qui lui permet de vivre (et de faire vivre sa famille) – son *travail concret** et sa finalité ne sont pas décidés par lui/elle, ce qui constitue une première dimension de ce que les marxistes appellent *l'aliénation**.

Comment est fixé le niveau des salaires ?

Le salaire, la *valeur d'échange** de sa *force de travail**, permet au salarié de vivre, de reconstituer sa force de travail, d'entretenir sa famille. Mais, comment cette valeur est-elle fixée ?

Historiquement, elle a commencé par osciller autour du minimum vital, alors que toute la famille, travaillait de longues heures dans les fabriques, au début du 19^e siècle. Elle comprenait l'alimentation et le logement, dans des conditions très rudimentaires, et supposait le travail des

enfants très jeunes... Rien de plus n'était prévu pour la maladie, l'invalidité, la vieillesse ou le chômage, qui reposaient sur le soutien familial ou communautaire.

Un exemple fictif : la famille O'Sullivan

Originaire de l'Irlande, son petit lopin de terre est insuffisant pour nourrir ses huit enfants. Vers 1828, l'aîné, Patrick (15 ans) part seul à Manchester, où il trouve un emploi dans une filature de coton. Il travaille 14 à 16 heures par jour pour un très maigre salaire, à peine suffisant pour se loger dans une chambre qu'il partage avec cinq autres ouvriers. La nourriture est rare : pain, thé, parfois des pommes de terre.

Pendant les premières années, sa mère lui envoie régulièrement un sac de pommes de terre séchées, des oignons ou du pain d'avoine, apportés par d'autres migrants. Sa sœur cadette, Mary, âgée de 13 ans, est envoyée à son tour à Manchester. Le revenu combiné de Patrick et Mary leur permet alors de louer ensemble une minuscule pièce, et parfois d'envoyer quelques shillings à leur famille. Ils s'intègrent dans la communauté irlandaise locale, qui devient une sorte de famille élargie, soutenue par des liens ruraux persistants.

Lors d'une crise économique, Patrick est licencié. Il retourne temporairement au village, où il aide à la moisson. Ce séjour lui permet de reconstituer ses forces et de manger à sa faim, même si la vie rurale reste dure.

En Suisse, de 1931 à 2002, le statut de saisonnier a joué un rôle comparable, bien sûr dans les conditions très différentes du 20^e siècle. La famille, restée au village, s'occupait des enfants, tandis que le travailleur saisonnier, souvent logé dans les dortoirs de baraquements provisoires, travaillait pour un patron suisse pendant neuf mois de l'année. Son salaire ne lui aurait pas permis d'entretenir sa famille dignement en Suisse, mais il lui permettait d'envoyer un peu d'argent à sa famille, restée au pays.

La reproduction de la *force de travail* des salarié·e·s peut ainsi reposer sur la solidarité hors-marché d'autres personnes. Dans ce cas, sa valeur diminue.

Ce complément non rémunéré du salaire n'est pas qu'un exemple du passé. Il éclaire un phénomène plus général : le travail non rémunéré, assumé majoritairement (aux deux-tiers, en moyenne) par les femmes, dans le cadre de la famille, pour les tâches ménagères, les soins et l'éducation des enfants. Il contribue encore à réduire la valeur d'échange de la force de travail* et permet ainsi aux capitalistes d'augmenter le taux d'exploitation du salariat (j'y reviendrai dans le cours n° 3).*

Réponse à deux objections

1. Comment expliquer la hausse importante des salaires dans les pays industrialisés, depuis le début du 19^e siècle ?

Les salaires ont beaucoup augmenté depuis les débuts de l'industrialisation, à la fin du 18^e siècle ? Comment l'expliquer ? Marx montre que cela dépend de facteurs historiques, sociaux et politiques. Au 19^e siècle, des médecins commencent à dénoncer les conditions d'exploitation des familles ouvrières et leurs conséquences sur la santé de générations entières (de 1830 à 1870, la taille des conscrits diminue de 2 à 3 cm dans les États germaniques, en France et en Angleterre). Mais surtout les premières formes de résistance ouvrière permettent d'arracher des concessions aux patrons (hausses de salaires) et aux États (réglementation du travail des enfants, de l'hygiène et de la sécurité, puis des heures de travail, des congés hebdomadaires et de la protection sociale).

Mais alors, le *taux de plus-value** ou le taux d'exploitation (c'est-à-dire le rapport entre la *plus-value** et la totalité de la valeur nouvelle produite par le travail) a-t-il diminué ? Pas du tout, il a au contraire augmenté. Pourquoi ? Parce que la *plus-value** n'est pas seulement une valeur absolue, mais aussi une valeur relative. Concrètement : pour augmenter le *taux de plus-value**, les capitalistes peuvent diminuer les salaires ou augmenter l'intensité ou la durée du travail pour un même salaire (il accroît ainsi la *plus-value absolue**), mais ils peuvent aussi augmenter la productivité du travail en introduisant des machines plus performantes (il accroît alors la *plus-value relative**).

Un exemple :

Un travailleur travaille 10 heures par jour pour produire une valeur de 100 francs et son salaire est de 50 francs (son taux d'exploitation est donc de 50%).

Sa production augmente de 50%, grâce à l'introduction de machines et il produit une valeur supplémentaire de 50 francs par jour.

Son salaire augmente de 20 % et il reçoit 60 francs par jour au lieu de 50. Sur sa journée de travail, le capitaliste empoche désormais $150 - 60 = 90$ francs. Il porte donc le taux de plus-value (le taux d'exploitation, de 50 % à $90/150 = 60$ %).

Cet exemple montre que le *taux de plus-value** – et donc le taux d'exploitation – peut augmenter, alors que les salaires croissent eux aussi, dans une moindre proportion. Il suffit pour cela que les gains de productivité soient partagés inégalement entre le travail et le capital.

2. Comment expliquer les différences de salaires dans une même entreprise, à la même époque, entre le travail qualifié et non qualifié ?

Laissons pour le moment de côté les phénomènes de sous-exploitation et de surexploitation, que nous avons évoqués dans le cours n° 1. Nous y reviendrons dans le cours n° 3.

Comment expliquer les différences de la valeur de la *force de travail**, du salaire, en fonction de la qualification ? Marx introduit à ce propos une distinction entre *travail simple** et *travail complexe**. Il se contente d'expliquer, au Livre I, chap. 1 du *Capital*, que le *travail complexe** (qualifié, nécessitant une formation plus ou moins longue) est un multiple du *travail simple** (non qualifié, ne nécessitant pratiquement aucune formation) et que le facteur de multiplication de la valeur de l'un et de l'autre varie en fonction du degré de qualification. Il n'en dit pas beaucoup plus à ce propos.

On doit au marxiste autrichien, Otto Bauer, et surtout à l'économiste russe, Isaac Rubine, l'approfondissement le plus convainquant de cette question. En réalité, la valeur du *travail complexe** est un multiple de celle du *travail simple**, parce qu'elle incorpore les coûts sociaux de formation et de reproduction du travail qualifié (qui doit intégrer également les coûts des échecs scolaires). <https://www.marxists.org/francais/rubine/Chapitre2-15.html>

N.B. En réponse à trois questions posées par les participant-e-s au cours du 25 mai...

(1) Dans les pays capitalistes « avancés » d'aujourd'hui, il faut considérer que le salaire total se compose du salaire direct*, celui que l'on touche à la fin du mois, le salaire indirect*, soit les « charges » versées par les capitalistes pour financer les systèmes d'assurances sociales (retraites, assurance chômage, sécurité sociale en France, etc.) et le salaire social*, c'est-à-dire la part des impôts versés par les capitalistes sur leurs profits qui sert à subventionner le secteur public ou les prestations sociales (santé publique, enseignement, aide sociale, etc.). Il est

important de comprendre cela, parce que les capitalistes font autant pression sur le salaire direct que sur les autres composantes du salaire, qui empiètent toutes sur leurs profits.

(2) Le salariat du secteur public n'est pas exploité par des capitalistes privés. Il ne produit pas de valeur marchande, mais contribue généralement, par son travail, à la reproduction de la force ou capacité de travail de l'ensemble du salariat. Comme le reste du salariat, il est obligé de vendre sa force de travail pour vivre. De leur côté, les capitalistes se battent pour réduire les salaires du secteur public ou accroître sa charge de travail (par le biais de leurs partis politiques et de son emprise sur l'État), parce qu'ils pèsent sur leurs profits par le biais de l'impôt (salaire social), mais aussi parce qu'ils ne veulent pas qu'il tire indirectement l'ensemble des salaires et des conditions de travail vers le haut.

(3) La fixation des salaires s'opère-t-il dans le cadre national ou à l'échelle internationale ? La question est complexe, mais en première approximation, on peut dire qu'il est fixé au niveau national, parce qu'il n'existe pas une véritable libre circulation de la main d'œuvre. Toutefois, il est fortement influencé par le contexte international pour au moins deux raisons : (a) parce que les capitalistes peuvent délocaliser une partie de leur production dans les pays à bas salaires ou b) dans certaines limites, cadrées par la politique migratoire de leurs États, ils peuvent importer une main d'œuvre moins immigrée chère (légale ou « au noir », venant de pays à bas salaires (c'est la délocalisation sur place).

Exploitation et aliénation

Cet échange de la *force de travail** ou de la capacité de travail du salariat, qui vend (aliène) ainsi ses capacités créatrices au capitaliste contre un salaire, lui permettant de vivre, dissimule à la fois une *exploitation** et une *aliénation**. L'*exploitation* résulte de la différence entre la *valeur* à laquelle le capitaliste achète la force ou capacité de travail et la *valeur* des biens qu'elle permet de produire. L'*aliénation* résulte de la prérogative qui est réservée au capitaliste de décider de la nature et de la finalité du travail effectué par le salariat (voir précédemment) et de l'affectation du *surtravail** de l'ensemble de la société (c'est-à-dire de la part de la richesse créée qui dépasse les montants versés comme salaires).

Si le *travail nécessaire** pour assurer la survie et la reproduction de la classe salariée représentait la contrevaleur d'une journée de travail entière, l'*exploitation** et l'*aliénation** du travail ne seraient pas possibles. Pour que l'*exploitation** soit concevable (esclavage, servage ou salariat), il faut que la productivité du travail permette de dégager un *surtravail** stable, au-delà du *travail nécessaire**. C'est la condition indispensable à toute société de classe, qui n'était pas réunie avant la mise au point des techniques de stockage, et plus généralement de l'agriculture et de l'élevage, dans les derniers millénaires de la préhistoire (on y reviendra au cours n° 4).

Ce double mécanisme d'*exploitation** et d'*aliénation** existe dans toute société de classe, dont le fondement est, selon Marx, l'appropriation par les classes dominantes de la fraction du travail des classes dominées qui n'est pas nécessaire à leur consommation et à leur reproduction et le pouvoir qui leur échoit ainsi de décider de la finalité de ce travail et de ce *surtravail**.

« Dans le servage le travail du corvéable pour lui-même et son travail forcé pour le seigneur sont nettement séparés l'un de l'autre dans le temps et l'espace. Dans le système esclavagiste, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille donc en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire. Tout son travail revêt l'apparence de travail non payé. C'est l'inverse chez le travail salarié : même le surtravail ou travail non payé revêt l'apparence de travail payé. Là le rapport de propriété dissimule le travail de l'esclave pour lui-même, ici le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié pour son

capitaliste. » (Marx, *Capital*, Livre I, chap. 19, Transformation de la valeur ou du prix de la force de travail en salaire).

Mais pourquoi, alors, le salariat vend-il sa *force de travail** aux capitalistes ? Pourquoi accepte-t-il cette arnaque ? Parce que les moyens de production (et plus généralement les conditions matérielles du travail) ont été monopolisés par la classe capitaliste, mais aussi parce que les moyens de subsistance (en particulier la terre) ont été privatisés. Par exemple, aux États-Unis, à l'époque de la conquête de l'Ouest (de 1800 à 1890), une partie des travailleurs-euses de la Côte Est ont pu échapper à leur condition de salarié-e, ce qui a exercé une pression à la hausse sur les salaires. En revanche, l'afflux d'immigrant-e-s européens exerçait une pression contraire à la baisse des salaires (sans parler des coolies asiatiques, en particulier chinois, qui travaillaient dans des conditions de semi-esclavage).

Sans vendre leur force de travail, le salariat ne peut pas vivre dans un monde dominé par le capital. Quand certains de ses membres essaient, ils restent généralement cantonnés dans des catégories de revenus très proches, voire inférieures à celles du salariat (cf. cours n° 1). De ce fait, la force ou capacité de travail de la plupart d'entre nous est nécessairement une marchandise, qu'il nous faut aliéner aux capitalistes, qui l'achètent pour s'approprier une plus-value, comme on achèterait une poule aux œufs d'or. Alors que le salaire ne représente que la contrevaletur du *travail nécessaire* du salariat, la plus-value représente la contrevaletur de son *surtravail*. Elle donne en même temps que son profit, le droit au capitaliste de décider de la nature et de la finalité du travail salarié, ainsi que de l'affectation du *surproduit social** (pour sa consommation, ses investissements, etc.).

Concepts marxistes utilisés :

Travail concret
Travail abstrait
Valeur d'usage
Valeur d'échange
Force (capacité) de travail
Plus-value, survaleur, *Mehrwert*
Taux de plus-value, taux d'exploitation
Plus-value absolue
Plus-value relative
Travail simple
Travail complexe
Exploitation
Aliénation
Travail nécessaire
Surtravail
Surproduit social